ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 27 janvier 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de l'article 512, § 5, du Code judiciaire relatif à la continuité de l'étude d'un huissier de justice", a donné le 11 août 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 27 januari 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 512, § 5, van het Gerechtelijk wetboek betreffende de voortzetting van het kantoor van de gerechtsdeurwaarder", heeft op 11 augustus 1993 het volgend advies gegeven :

1. L'arrêté en projet se donne pour fondement légal l'article 512, § 5, du Code judiciaire, inséré par l'article 3 de la loi du 6 avril 1992, lequel dispose comme suit :

> "Le Roi fixe la procédure et les règles qui assurent la continuité de l'étude, en cas de démission, de décès, de suspension ou de destitution".

Dans sa lettre de commentaires du 21 mai 1993, l'auteur du projet se réfère également à l'article 530, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par l'article 11 de la loi du 6 avril 1992 précitée, lequel prescrit que

> "L'huissier de justice désigné sur la base des règles fixées par le Roi en vertu de l'article 512, § 5, tient à jour pendant toute la durée de la gestion, les répertoires de l'huissier de justice démis, décédé, suspendu ou destitué".

Il convient d'examiner la portée de l'habilitation ainsi conférée au Roi par l'article 512, § 5, précité.

2. La loi du 6 avril 1992 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le statut des huissiers de justice trouve son origine dans une proposition de loi des sénateurs Suykerbuyk et Lallemand, laquelle n'a pas été soumise pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat.

2.1. En vue de combler les lacunes de la législation existante en ce qui concerne la gestion d'une étude vacante d'huissier de justice, la proposition de loi prévoyait initialement, d'une part, "d'élargir la compétence du président du tribunal de première instance en ajoutant un 8° à l'article 585 du Code judiciaire", le président devenant "compétent pour désigner un huissier de justice en vue de la gestion provisoire de l'étude d'un huissier de justice décédé, suspendu ou destitué jusqu'au moment où un successeur aura été nommé" (1) et, d'autre part, de "modifier l'article 512 (du Code judiciaire) relatif à la procédure de nomination" (2) d'un huissier de justice.

Selon l'article 3 de la proposition de loi, l'article 512, dernier alinéa, était libellé comme suit :

> "Le mode de nomination du successeur d'un huissier de justice démissionnaire, décédé ou destitué en vue de la continuité de l'étude est fixé par le Roi".

Les développements indiquent à ce propos :

> "Pour maintenir la continuité d'une étude jusqu'à la nomination d'un nouveau titulaire, une adaptation de la procédure de nomination est indispensable. Les modalités à respecter dans pareil cas au moment de postuler peuvent être fixées par arrêté royal (...). Le contrôle effectué par le comité de direction de la Chambre nationale garantit l'uniformité souhaitée et la

---

(1) Doc. parl., Sénat, s.o. 1988-1989, n° 489/1, pp. 3 et 15.

(2) Ibidem.

stricte application des règles fixées pour la reprise de l'étude" (1).

2.2. En Commission de la Justice du Sénat, l'article 3 de la proposition de loi fut amendé pour aboutir finalement au texte tel qu'il figure dans la loi du 6 avril 1992, au motif essentiellement que le texte proposé contenait une habilitation rédigée en des termes trop larges.

En témoignent les extraits suivants du rapport de la Commission de la Justice du Sénat :

"L'un des auteurs fait référence aux commentaires de l'article 3 (p. 4). Le mode de nomination doit être déterminé en fonction du principe que la nomination doit permettre d'assurer une succession garantissant la continuité de l'étude. On note que le Roi n'a en aucun cas le droit de déroger aux conditions de nomination définies à l'article 510. Par "mode de nomination", l'on entend notamment la clôture des comptes, la désignation d'un huissier de justice remplaçant pour une certaine période, tout cela pour garantir la continuité (2).

L'objectif est d'assurer la continuité de l'étude qui ne l'est pas à l'heure actuelle. La Chambre nationale peut proposer des règles de succession, mais elles ne serviront que d'avis à l'adresse du Roi qui prend la décision (3).

Un des auteurs estime que le but du dernier alinéa est de confier au Roi le soin de prendre une série de

---

(1) Développement, op. cit., p. 4.

(2) Rapport, Doc. parl., Sénat, s.o. 1988-1989, n○ 489/2, p. 11.

(3) Rapport, op. cit., p. 12.

mesures en vue d'assurer la continuité. Il peut être souhaitable d'édicter à cet effet quelques conditions relatives, par exemple, à la tenue de la comptabilité, aux comptes, à la délivrance de copies, etc. ... Il s'agit incontestablement de la gestion (1).

Il s'agit en l'espèce du cas où un remplaçant est désigné pour assurer la continuité (2).

Les obligations d'employeur, les obligations à l'égard de la clientèle et des créanciers et les responsabilités liées aux dépôts financiers peuvent représenter une lourde charge pour une étude d'huissier. Comme les nouvelles nominations se font attendre de plus en plus longtemps et que, dès lors, la période intermédiaire s'allonge de plus en plus, il est urgent de prendre des mesures de gestion préservant à la fois la valeur patrimoniale de l'étude, les droits du personnel et les garanties à fournir aux clients" (3).

Enfin, "il paraît indiqué, en vue d'assurer la continuité d'une étude d'huissier de justice - le sort des personnes qui y sont occupées, le traitement des dossiers en cours, les transactions financières - de confier au Roi le soin de promulguer une réglementation, qui sera évidemment de portée générale. Comme cette réglementation n'a rien à voir avec la nomination, il y a lieu de lui réserver une place à part dans la proposition" (4).

2.3. L'ajout d'un 8° à l'article 585 du Code judiciaire contenu dans l'article 22 de la proposition de loi a été supprimé en Commission de la Justice du Sénat au

---

(1) Rapport, op. cit., p. 12.

(2) Rapport, op. cit., p. 13.

(3) Rapport, op. cit., p. 14.

(4) Rapport, op. cit., p. 48.

motif que "la même règle d'ordre général est définie à l'article 3" (1).

Il a été précisé dans le rapport de la Commission de la Justice du Sénat que celle-ci

> "constate également que la suppression de l'article 22 n'exclut pas nécessairement le pouvoir du président du tribunal de première instance. Un arrêté royal peut, en effet, conformément à l'article 3, disposer que ce président pourra désigner un huissier de justice chargé de la mission décrite à l'article 22. Ce point est laissé à l'initiative du Roi" (2).

3. Il importe à présent d'examiner si les règles contenues dans l'arrêté en projet trouvent un fondement légal suffisant dans l'article 512, § 5, du Code judiciaire à la lumière des précisions qui précèdent.

3.1. En ses articles 1er, 3°, et 2 à 4, l'arrêté en projet attribue au président du tribunal de première instance la compétence de désigner un "huissier de justice gestionnaire" à la requête de certaines personnes qui y sont énumérées tandis que l'article 5 du projet confère au même président (3) le pouvoir de retirer une telle désignation également sur requête.

---

(1) Rapport, op. cit., p. 48.

(2) Rapport, op. cit., p. 15.

(3) Cette précision ressort de la lettre de commentaires du 21 mai 1993.

Comme l’expose le professeur Cyr CAMBIER,

> "s’agissant du (pouvoir) judiciaire, la constatation s’impose que son organisation est assez largement réglée par le Constituant lui-même; que celui-ci confère pour le surplus, en propre, au législatif le soin de parachever son oeuvre. Le service de la justice trouve, ainsi, dans la Constitution et, complémentairement, dans la loi, son pouvoir organisateur (...). Le Constituant confie à la loi la mission d’organiser les institutions de jugement et d’en établir d’autres (...). La justice doit être soustraite aux entreprises du gouvernement. La préoccupation d’empêcher des perturbations dans l’ordre des valeurs exclut toute immixtion de l’Exécutif dans les attributions et dans l’exercice de la fonction du juge; elle impose, aussi, que l’intervention de ce pouvoir dans l’organisation de l’appareil judiciaire soit strictement contenue" (1).

Il ressort en effet de l’article 94 de la Constitution que le pouvoir de modifier la compétence d’un organe du pouvoir judiciaire - en l’occurrence, celle du président du tribunal de première instance - de même que celui de fixer les règles de procédure devant un tel organe sont constitutionnellement réservés à la loi, sous réserve d’une habilitation expresse et spéciale en faveur d’une autre autorité (2), laquelle doit être interprétée restrictivement.

---

(1) Cyr CAMBIER, Droit judiciaire civil - Tome I : Fonction et organisation judiciaires, Bruxelles, Larcier, 1974, pp. 118 à 125.

(2) J. VELU, Droit public - Tome Ier, Bruxelles, Bruylant, 1986, pp. 625 à 630.

En l'occurrence, l'article 512, § 5, du Code judiciaire, tel qu'il a été modifié par la loi du 6 avril 1992, ne confère pas expressément au Roi le pouvoir spécial de modifier les attributions du président du tribunal de première instance telles qu'elles ont été fixées par l'article 585 du Code judiciaire, ni celui d'arrêter les règles de procédure devant ce magistrat.

Cette disposition n'habilite le Roi qu'à arrêter une procédure administrative et les règles y relatives en vue d'assurer la continuité de gestion d'une étude vacante d'huissier de justice, et non pas une nouvelle procédure juridictionnelle. Le libellé de l'article 5 du projet indique d'ailleurs que, dans l'esprit de l'auteur du projet, la procédure en cause est de nature administrative.

3.2. En ses articles 8 à 12, l'arrêté en projet organise une procédure d'évaluation de l'étude vacante d'un huissier de justice par le biais de la mise en place d'une commission d'évaluation chargée d'arrêter la valeur de l'étude.

Indépendamment de la question de savoir si ces dispositions n'empiètent pas sur la compétence des cours et tribunaux dans la mesure où l'évaluation d'une étude vacante d'huissier de justice risque de mettre en cause des droits civils, il suffit de constater que ces dispositions en projet ne trouvent pas dans l'article 512, § 5, du Code judiciaire un fondement légal suffisant.

Comme il a été précisé ci-avant, cet article confère au Roi le pouvoir de fixer des règles de gestion de l'étude vacante jusqu'à la nomination d'un nouveau titulaire de l'étude, non celui d'arrêter des règles relatives à la succession de cette étude. Ce pouvoir initialement reconnu dans la proposition de loi Lui a été ôté en Commission de la Justice du Sénat. Evaluer une étude vacante en vue de sa reprise excède l'habilitation désormais reconnue au Roi par l'article 512, § 5, nouveau, du Code judiciaire.

3.3. La même observation doit être formulée à propos des articles 13 à 18 du projet, lesquels organisent une procédure de reprise de l'étude vacante.

En outre, les dispositions en projet tendent, en dehors de toute habilitation, à compléter les articles 510 et 512 du Code judiciaire en ce qu'elles prévoient implicitement une nouvelle condition de nomination comme huissier de justice, à savoir la signature d'un contrat de reprise par le candidat huissier.

4. En conclusion, en l'absence de fondement légal suffisant et adéquat, le projet d'arrêté doit être fondamentalement revu.

---

1. Het ontworpen besluit zegt als rechtsgrond te hebben artikel 512, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 6 april 1992, dat luidt als volgt :

> "De Koning bepaalt de procedure en de regels voor de voortzetting van het deurwaarderskantoor in geval van ontslag, overlijden, schorsing of afzetting".

In zijn toelichtende brief van 21 mei 1993, verwijst de steller van het ontwerp ook naar artikel 530, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 11 van de voormelde wet van 6 april 1992, dat het volgende bepaalt :

> "De gerechtsdeurwaarder aangewezen op basis van de regels die de Koning op grond van artikel 512, § 5, heeft vastgesteld, houdt gedurende de gehele termijn van het beheer de repertoria van de ontslagen, overleden, geschorste of afgezette gerechtsdeurwaarder bij".

De draagwijdte van de machtiging die aldus bij het vermelde artikel 512, § 5, aan de Koning wordt verleend, behoort te worden onderzocht.

2. De wet van 6 april 1992 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het statuut van de gerechtsdeurwaarders vindt haar oorsprong in een wetsvoorstel van de senatoren Suykerbuyk en Lallemand dat niet ter fine van advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd.

2.1. Om te voorzien in de leemten van de bestaande wetgeving inzake het beheer van een vacant kantoor van een gerechtsdeurwaarder, voorzag het wetsvoorstel aanvankelijk enerzijds in "een uitbreiding van de bevoegdheid van de voorzitter der rechtbank van eerste aanleg door de toevoeging van een achtste punt aan artikel 585 van het Gerechtelijk Wetboek" waarbij aan de voorzitter "de bevoegdheid" wordt toegekend "om een gerechtsdeurwaarder aan te stellen belast met het tijdelijk beheer van een kantoor van een overleden, geschorste of afgezette gerechtsdeurwaarder totdat in de benoeming van een opvolger is voorzien" (1) en, anderzijds in "een wijziging van artikel 512 (van het Gerechtelijk Wetboek), die de benoemingsprocedure regelt" (2) van een gerechtsdeurwaarder.

Volgens artikel 3 van het voorstel van wet, was artikel 512, laatste lid, gesteld als volgt :

> "De wijze van benoeming tot opvolging van een gerechtsdeurwaarder met het oog op de continuïteit van het kantoor van een gerechtsdeurwaarder die ontslag heeft genomen, is overleden of afgezet, wordt bepaald door de Koning".

Dienaangaande staat in de toelichting te lezen :

> "Om een kantoor in stand te kunnen houden tot op het ogenblik van de benoeming van een nieuwe titularis is een aanpassing van de benoemingsprocedure noodzakelijk. De voorgeschreven modaliteiten bij een kandidatuurstelling in dit geval kunnen bepaald worden bij

---

(1) Gedr. St., Senaat, zitting 1988-1989, nr. 489/1, blz. 3 en 15.

(2) Ibidem.

koninklijk besluit (...). Het toezicht door het directiecomité van de Nationale Kamer waarborgt de nagestreefde eenvormigheid en de toepassing van de strikte regels der overname van het kantoor" (1).

2.2. De Commissie voor de Justitie van de Senaat heeft artikel 3 van het voorstel van wet gewijzigd om uiteindelijk te komen tot de tekst zoals die in de wet van 6 april 1992 is vermeld, hoofdzakelijk op de grond dat de machtiging in de voorgestelde tekst in te vage termen was gesteld.

Dat blijkt uit de volgende fragmenten uit het verslag van de Commissie voor de Justitie van de Senaat :

"Een van de indieners herinnert aan de toelichting bij artikel 3 (blz. 4). De wijze van benoeming moet in verband worden gebracht met de benoeming als zijnde een opvolging met het oog op de continuïteit van het kantoor. Er wordt opgemerkt dat de Koning in elk geval niet het recht heeft af te wijken van de benoemings-voorwaarden bepaald in artikel 510. Met de "wijze van benoeming" wordt bedoeld o.m. het sluiten van de rekeningen, aanduiding van een gerechtsdeurwaarder ter vervanging voor een zekere tijd, dit alles om de continuïteit te waarborgen (2).

De bedoeling bestaat erin dat de continuïteit van het kantoor wordt verzekerd, hetgeen thans niet het geval is. Vanwege de Nationale Kamer kunnen regels inzake opvolging worden voorgesteld, doch deze gelden enkel als advies voor de Koning die beslist (3).

---

(1) Toelichting, op. cit., blz. 4.

(2) Verslag, Gedr. St., Senaat, zitting 1988-1989, nr. 489/2, blz. 11.

(3) Verslag, op. cit., blz. 12.

Een van de indieners is van mening dat de bedoeling van het laatste lid erin bestaat aan de Koning de opdracht te geven een reeks maatregelen te treffen met het oog op het verzekeren van de continuïteit. Het kan wenselijk zijn daarbij enkele voorwaarden uit te vaardigen bijvoorbeeld het houden van de boekhouding, de rekeningen, het afleveren van kopijen, enz. Het gaat ongetwijfeld om het beheer (1).

Het gaat hier om het geval waarbij een plaatsvervanger wordt aangesteld om de continuïteit te verzekeren (2).

De verplichtingen als werkgever, de verplichtingen t.o.v. cliënteel en schuldenaars, de verantwoordelijkheid met betrekking tot de financiële bewaarneming kunnen zwaar drukken op een deurwaarderskantoor. Omdat nieuwe benoemingen van langsom meer op zich laten wachten en "de tussentijdse periode" dus langer wordt, is het nemen van beheersmaatregelen, die zowel de patrimoniale waarde van het deurwaarderskantoor als de rechten van het personeel, en de te verschaffen waarborgen aan de cliënten aangaan, dringend nodig" (3).

Tot slot "(lijkt het) aangewezen, met het oog op de continuïteit van een deurwaarderskantoor - het lot van diegene, die er tewerkgesteld zijn, de afhandeling van lopende dossiers, de financiële verhandelingen - de Koning op te dragen een regeling, met uiteraard algemene draagwijdte, uit te vaardigen. Vermits deze regeling geen uitstaans heeft met de benoeming, moet ze een zelfstandige plaats vinden in dit voorstel" (4).

2.3. De Commissie voor de Justitie van de Senaat heeft de toevoeging van een 8° aan artikel 585 van het Gerechtelijk Wetboek, vervat in artikel 22 van het voorstel

---

(1) Verslag, op. cit., blz. 12.

(2) Verslag, op. cit., blz. 13.

(3) Verslag, op. cit., blz. 14.

(4) Verslag, op. cit., blz. 48.

van wet, weggelaten op de grond dat "dezelfde regel, die van algemene aard is, in artikel 3 wordt bepaald" (1).

In het verslag van de Commissie voor de Justitie van de Senaat wordt verduidelijkt dat die commissie

> "(eveneens) vaststelt dat de weglating van artikel 22 de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg niet noodzakelijk uitsluit. Een koninklijk besluit kan immers, overeenkomstig artikel 3, bepalen dat deze voorzitter een gerechtsdeurwaarder zal mogen aanduiden, met opdracht beschreven in artikel 22. Dat punt wordt aan de Koning overgelaten" (2).

3. Thans behoort te worden onderzocht of de voorschriften vervat in het ontworpen besluit in het licht van voorgaande verduidelijkingen een voldoende rechtsgrond vinden in artikel 512, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek.

3.1. De artikelen 1, 3°, en 2 tot 4, van het ontworpen besluit verlenen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg de bevoegdheid om een "gerechtsdeurwaarder-beheerder" aan te stellen op verzoek van bepaalde personen die in voormelde artikelen zijn opgesomd terwijl artikel 5 van het ontwerp aan dezelfde voorzitter (3) de bevoegdheid verleent om een zodanige aanstelling eveneens op verzoek in te trekken.

---

(1) Verslag, op. cit., blz. 48.

(2) Verslag, op. cit., blz. 15.

(3) Deze verduidelijking komt uit de toelichtende brief van 21 mei 1993.

Zoals professor Cyr CAMBIER uiteenzet :

> "s'agissant du (pouvoir) judiciaire, la constatation s'impose que son organisation est assez largement réglée par le Constituant lui-même; que celui-ci confère pour le surplus, en propre, au législatif le soin de parachever son oeuvre. Le service de la justice trouve, ainsi, dans la Constitution et, complémentairement, dans la loi, son pouvoir organisateur (...). Le Constituant confie à la loi la mission d'organiser les institutions de jugement et d'en établir d'autres (...). La justice doit être soustraite aux entreprises du gouvernement. La préoccupation d'empêcher des perturbations dans l'ordre des valeurs exclut toute immixtion de l'Exécutif dans les attributions et dans l'exercice de la fonction du juge; elle impose, aussi, que l'intervention de ce pouvoir dans l'organisation de l'appareil judiciaire soit strictement contenue" (1).

Uit artikel 94 van de Grondwet blijkt immers dat de macht om de bevoegdheid van een orgaan van de rechterlijke macht - in het onderhavige geval die van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg - te wijzigen, alsook de macht om de voorschriften inzake de rechtspleging voor een dergelijk orgaan vast te stellen, overeenkomstig de Grondwet worden voorbehouden aan de wet, onder voorbehoud van een uitdrukkelijke en speciale machtiging ten gunste van een andere overheid (2), welke machtiging strikt moet worden opgevat.

---

(1) Cyr CAMBIER, Droit judiciaire civil - Deel I : Fonction et organisation judiciaires, Brussel, Larcier, 1974, blz. 118 tot 125.

(2) J. VELU, Droit public - Deel I, Brussel, Bruylant, 1986, blz. 625 tot 630.

In het onderhavige geval verleent artikel 512, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het is gewijzigd bij de wet van 6 april 1992, aan de Koning niet uitdrukkelijk de bijzondere macht om de bevoegdheden van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zoals zij zijn vastgesteld in artikel 585 van het Gerechtelijk Wetboek, te wijzigen, noch om de voorschriften inzake de rechtspleging voor die magistraat vast te stellen.

Die bepaling machtigt de Koning alleen tot het bepalen van een administratieve procedure en van de desbetreffende voorschriften om de continuïteit van het beheer van een vacant gerechtsdeurwaarderskantoor te verzekeren, en niet om een nieuwe rechterlijke procedure te bepalen. De redactie van artikel 5 van het ontwerp wijst er trouwens op dat de procedure in kwestie volgens de steller van het ontwerp van administratieve aard is.

3.2. In de artikelen 8 tot 12 van het ontworpen besluit wordt een procedure voor de evaluatie van het vacante kantoor van een gerechtsdeurwaarder ingesteld. Daartoe wordt een evaluatiecommissie opgericht om de waarde van het kantoor te bepalen.

Los van de vraag of die bepalingen geen inbreuk maken op de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken inzoverre de evaluatie van een vacant gerechtsdeurwaarderskantoor dreigt te raken aan burgerlijke rechten, is het voldoende vast te stellen dat die ontworpen bepalingen geen voldoende rechtsgrond vinden in artikel 512, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek.

Zoals hierboven is opgemerkt, verleent dat artikel aan de Koning de bevoegdheid om de voorschriften van beheer van het vacante kantoor te bepalen totdat een nieuwe kantoorhouder is benoemd, niet die om voorschriften betreffende de opvolging van dat kantoor te bepalen. Die bevoegdheid, die aanvankelijk in het voorstel van wet was toegekend, is Hem door de Commissie voor de Justitie van de Senaat ontnomen. De waarde schatten van een vacant kantoor met het oog op de overname ervan reikt verder dan de bevoegdheid die bij het nieuwe artikel 512, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek voortaan aan de Koning wordt toegekend.

3.3. Dezelfde opmerking behoort te worden gemaakt bij de artikelen 13 tot 18 van het ontwerp waarin de wijze van overname van een vacant kantoor wordt geregeld.

De ontworpen bepalingen zijn bovendien, buiten elke bevoegdverklaring, erop gericht een aanvulling te vormen op de artikelen 510 en 512 van het Gerechtelijk Wetboek inzoverre zij impliciet een nieuwe voorwaarde voor de benoeming tot gerechtsdeurwaarder stellen, te weten de ondertekening van een contract van overname door de kandidaat-gerechtsdeurwaarder.

4. De conclusie is dat het ontwerp van besluit, bij ontstentenis van een voldoende en geschikte rechtsgrond, grondig moet worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, premier président,

J.-C. GEUS, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT,

Madame : C. NOTEBAERT, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été rédigé par M. P. NIHOUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

C. NOTEBAERT.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : eerste voorzitter,

staatsraden,

assessoren van de afdeling wetgeving,

toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd opgesteld door de H. P. NIHOUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.